



## CHAPITRE 70

Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe

[Sanctionnée le 12 février 1953]

**A**TTENDU que la cité de Saint-Hyacinthe a, par sa pétition, représenté qu'il est dans son intérêt et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 24 George V, chapitre 94 et les lois qui la modifient soient de nouveau modifiées aux fins de lui donner de plus amples pouvoirs;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Résolu-  
tion et  
contrat  
validés.

1. La résolution du conseil de la cité de Saint-Hyacinthe, adoptée le 1er août 1952, tel qu'amendée par une autre résolution adoptée le 15 septembre 1952, décidant de la vente par la cité de Saint-Hyacinthe à la "Griffin Steel Foundries Limited", corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires à Saint-Hyacinthe, du terrain y décrit, pour le prix de onze mille dollars et autres considérations et le contrat de vente dudit terrain passé le 11 septembre 1952 devant le notaire Marcel Morin, sous le numéro 1396 de ses minutes, entre ladite cité et ladite compagnie, conformément aux termes de ladite résolution amendée, sont validés et confirmés.

## CHAPTER 70

An Act to amend the charter of the city of St. Hyacinthe

[Assented to, the 12th of February, 1953]

**W**HEREAS the city of St. Hyacinthe has, by its petition, represented that it is in its interest and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, the act 24 George V, chapter 94, and the acts amending it be again amended for the purpose of giving it wider powers;

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The resolution of the city council of St. Hyacinthe, passed on the first of August, 1952, as amended by another resolution passed on the 15th of September, 1952, providing for the sale by the city of St. Hyacinthe to Griffin Steel Foundries Limited, a corporation legally constituted having its principal place of business in St. Hyacinthe, of the land described therein, for the price of eleven thousand dollars and other considerations and the deed of sale of the said land, passed on the 11th of September, 1952, before Marcel Morin, notary, under number 1396 of its minutes, between the said city and the said company, in conformity with the terms of the said amended resolution, are validated and confirmed.

Resolu-  
tion and  
contract  
validated.

**Emprunt.** Pour satisfaire à son obligation contractée par l'acte de vente de construire à ses frais une voie ferrée de raccordement des voies du Canadian National Railways à l'usine de la "Griffin Steel Foundries Limited", la cité est autorisée à emprunter par règlement qui ne requiert pas d'autre formalité que l'approbation du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale de Québec, une somme n'excédant pas cent mille dollars.

Résolution et contrat validés.

**2.** La résolution du conseil de la cité de Saint-Hyacinthe, adoptée le 1er août 1952, telle qu'amendée par une autre résolution, adoptée le 15 septembre 1952, fixant toutes taxes municipales, de toute nature quelconque, générales ou spéciales, ainsi que les taxes d'affaires et d'eau qui doivent être payées par la "Griffin Steel Foundries Limited" sur son terrain d'environ quarante-quatre acres et deux-dixièmes de superficie avec bâtisse dessus construite d'une superficie de 55 milles pieds carrés, à la somme de deux mille cinq cents dollars par année, pendant une période de cinq ans, à partir du 1er janvier 1953, et déterminant de la même façon et proportionnellement à leur superficie en pieds carrés, celles à être payées par ladite compagnie dans le cas de nouvelles constructions sur ledit terrain, durant la même période ainsi que le contrat passé le 11 septembre 1952 devant le notaire Marcel Morin, sous le numéro 1397 de ses minutes, entre ladite cité et ladite compagnie, conformément aux termes de ladite résolution sont validés et confirmés.

Idem.

**3.** La résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe, adoptée le 20 août 1952, fixant toutes taxes scolaires, générales aussi bien que spéciales, qui doivent être payées par la "Griffin Steel Foundries Limited" sur son terrain d'environ quarante-quatre acres et deux-dixièmes (44.2) avec bâtisse dessus construite d'une superficie de 55 milles pieds carrés, à la somme de mille cinq cents dollars par année, pendant une période de cinq ans, à partir du 1er juillet 1953, et déterminant de la même façon et propor-

The city, in order to fulfil the obligation it contracted by the deed of sale to build at its own expense a siding to connect the tracks of the Canadian National Railways with the plant of Griffin Steel Foundries Limited, is authorized to borrow, by by-law requiring no other formality than the approval of the Minister of Municipal Affairs and that of the Quebec Municipal Commission, a sum not exceeding one hundred thousand dollars.

**2.** The resolution of the city council of St. Hyacinthe, passed on the first of August, 1952, as amended by another resolution passed on the 15th of September, 1952, fixing all municipal taxes of every nature whatever, general or special, as well as the business and water taxes to be paid by Griffin Steel Foundries Limited, on its property of about forty-four acres and two-tenths in area with buildings thereon erected of fifty-five thousand square feet in area, at the sum of two thousand five hundred dollars per annum during a period of five years from January 1st, 1953, and fixing in the same manner and proportionately to their area in square feet, those to be paid by the said company in the case of new constructions on the said land during the same period and the contract passed on the 11th of September, 1952, before Marcel Morin, notary, under number 1397 of his minutes, between the said city and the said company, in conformity with the terms of the said resolution are validated and confirmed.

Resolution and contract validated.

**3.** The resolution of The school commissioners for the municipality of the village of St. Joseph de St. Hyacinthe, passed on the 20th of August, 1952, fixing all school taxes, general and special, to be paid by Griffin Steel Foundries Limited on its property of about forty-four acres and two-tenths (44.2) with buildings thereon erected of fifty-five thousand square feet in area, at the sum of one thousand five hundred dollars per annum during a period of five years from July 1st, 1953, and fixing in the same manner and proportionately to their area

Idem.

tionnellement à leur superficie en pieds carrés celles à être payées par ladite compagnie dans le cas de nouvelles constructions sur ledit terrain durant la même période ainsi que le contrat passé le 11 septembre 1952, devant le notaire Marcel Morin, sous le numéro 1398 de ses minutes, entre Les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe et la "Griffin Steel Foundries Limited", conformément aux termes de ladite résolution, sont validés et confirmés.

Actes  
validés.

L'acte de vente par Arthur Choinière à la cité de Saint-Hyacinthe, passé le 27 mai 1942 devant Henri Morin notaire, sous le numéro 17537 de ses minutes et enregistré sous le numéro 90509, et l'acte de vente par Wilfrid Tanguay à la cité de Saint-Hyacinthe passé le 28 janvier 1943 devant Henri Morin, notaire, sous le numéro 18184 de ses minutes et enregistré sous le numéro 91286, sont par les présentes déclarés légaux et valides.

S.R.,  
c. 233,  
a. 104,  
rempl.  
pour la  
cité.

**4.** L'article 104 de la Loi des cités et villes, remplacé, pour la cité, par l'article 16 de la loi 24 George V, chapitre 94, est de nouveau remplacé, pour la cité, par le suivant:

Vérifica-  
teurs.

**"104.** A chaque année, dans le cours du mois de janvier ou après, aussitôt que possible, le conseil doit nommer un ou deux vérificateurs qui restent en charge jusqu'à l'entrée en fonction de leurs successeurs."

S.R.,  
c. 233,  
a. 473,  
am. pour  
la cité.

**5.** L'article 473 de la Loi des cités et villes, modifié, pour la cité, par l'article 12 de la loi 14 George VI, chapitre 89, est de nouveau modifié, pour la cité, en ajoutant, après le paragraphe 11° de l'article 473, le paragraphe 12°:

Service de  
transport  
en com-  
mun.

**"12°** Pour exploiter, dans la cité et dans les municipalités dont le territoire est contigu au territoire de la cité, un service de transport en commun par autobus; ou pour aider, au moyen d'octrois, toute personne ou toute corporation à exploiter ledit service, aux mêmes endroits. Le règlement accordant un octroi devra, avant d'avoir

in square feet those to be paid by the said company in the case of new constructions on the said property during the same period and the contract passed on the 11th of September, 1952, before Marcel Morin, notary under number 1398 of its minutes, between The school commissioners for the municipality of the village of St. Joseph de St. Hyacinthe, and Griffin Steel Foundries Limited, in conformity with the terms of the said resolution, are validated and confirmed.

The deed of sale by Arthur Choinière to the city of St. Hyacinthe executed on the 27th of May, 1942 before Henri Morin, notary, under number 17537 of his minutes and registered under number 90509, and the deed of sale by Wilfrid Tanguay to the city of St. Hyacinthe executed on the 28th of January, 1943 before Henri Morin, notary, under number 18184 of his minutes and registered under number 91286, are hereby declared legal and valid.

Deeds  
validated.

**4.** Section 104 of the Cities and Towns Act, replaced for the city by section 16 of the act 24 George V, chapter 94, is again replaced for the city by the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 104,  
replaced  
for city.

**"104.** Each year, during the month of January or as soon thereafter as possible, the council shall appoint one or two auditors, who shall remain in office until the entry into office of their successors".

Auditors.

**5.** Section 473 of the Cities and Towns Act, amended for the city by section 12 of the act 14 George VI, chapter 89, is again amended for the city, by adding, after paragraph 11 of section 473, paragraph 12:

R.S.,  
c. 233,  
s. 473,  
am. for  
city.

**"12.** To carry on, in the city and in the municipalities whose territory is adjacent to that of the city, a public autobus transportation service; or to assist, by means of subsidies, any person or corporation to carry on such service in the same places. The by-law granting a subsidy must before coming into force,

Public  
transporta-  
tion  
service.

vigueur et effet, être approuvé par les électeurs propriétaires de la cité."

be approved by the electors who are property-owners in the city."

S.R.,  
c. 233,  
a. 526d,  
aj. pour  
la cité.

**6.** La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en ajoutant après l'article 526c édicté, pour la cité, par l'article 57 de la loi 24 George V, chapitre 94, l'article suivant:

**6.** The Cities and Towns Act is R.S.,  
c. 233,  
s. 526d,  
added  
for city.  
amended for the city, by adding after section 526c enacted for the city, by section 57 of the act 24 George V, chapter 94, the following section:

Défini-  
tions:

"**526d.** 1. Pour les fins du présent article, à moins que le contexte ne présente un sens différent:

"**526d.** 1. In this section, unless the context indicates a different meaning: Définitions:

"ache-  
teur";

a) "acheteur" désigne toute personne qui acquiert d'un vendeur, par une vente en détail dans le territoire ci-dessous mentionné, un bien mobilier;

a. "purchaser" means any person who acquires from a vendor moveable property at a retail sale in the territory hereinbelow mentioned; "pur-chaser";

"bien mo-  
biliers";

b) "bien mobilier" signifie tout bien qui n'est pas immeuble d'après les lois de cette province et comprend le gaz et l'électricité et aussi le service local de téléphone seulement;

b. "moveable property" means all prop-erty which is not considered immovable by the laws of the Province, and includes gas and electricity, and also local tele-telephone service only; "move-able prop-erty";

"per-  
sonne";

c) "personne" désigne et inclut tout individu, compagnie, corporation, suc-cession, association, sequestre, syndic de faillite, liquidateur, fiduciaire, adminis-trateur ou agent;

c. "person" includes any individual, company, corporation, estate, associa-tion, receiver, trustee in bankruptcy, liquidator, fiduciary trustee, administra-tor or agent; "person";

"prix de  
vente";  
"prix  
d'achat";

d) "prix de vente" ou "prix d'achat" signifie le prix en argent et aussi la valeur de services rendus, la valeur réelle de l'objet échangé et toute considération ou prestation acceptée par le vendeur comme prix de l'objet du contrat de vente. Ceci inclut tous frais d'installation de l'objet vendu, tous frais d'intérêt, de finance et de service, tous frais de douane, d'accise et de transport, même si aucune mention distincte n'en est faite sur la facture ou dans les livres du vendeur;

d. "sale price" or "purchase price" means a price in money, and also the value of services rendered, the actual value of the thing exchanged, and other considera-tions or prestations accepted by the vendor as price of the thing covered by the contract of sale. They shall include the charges for the installation of the thing sold, interest, finance, service, customs, excise and transportation, even when such are not shown separately in the invoice or in the vendor's books; "sale price"; "purchase price";

"vente";

e) "vente" comprend une vente pure et simple, une vente conditionnelle, une vente à tempérament, un échange, un bail et tout autre contrat, où, pour un prix ou toute autre considération, une personne livre ou s'oblige à livrer à une autre personne un bien mobilier;

e. "sale" includes a sale pure and sim-ple, a conditional sale, a sale by instal-ments, an exchange, lease or any other contract whereby for a price or any other consideration a person delivers or binds himself to deliver moveable property to another; "sale";

"vente en  
détail";

f) "vente en détail" signifie toute vente faite à un acheteur ou à un usager pour fins de consommation ou d'usage et non de revente;

f. "retail sale" means a sale made to a purchaser or user for purposes of consump-tion or use, and not for resale; "retail sale";

"usager";

g) "usager" signifie toute personne, qui dans le territoire, utilise, un bien mobilier pour son usage propre ou pour l'usage de toutes autres personnes à sa charge;

g. "user" means any person who, with-in the territory, utilises any moveable property for his own use or the use of any of his dependants; "user";



"ven- deur";	h) "vendeur" signifie toute personne qui vend en détail, dans le territoire, quelque bien mobilier pour fins de consommation ou d'usage et non de revente;	h. "vendor" means any person who makes a retail sale of any property within the territory, for purposes of consumption or use and for resale;	"vendor";
"terri- toire";	i) "territoire" signifie le territoire compris dans les limites de la cité de Saint-Hyacinthe;	i. "territory" means the territory comprised within the limits of the city of St. Hyacinthe;	"terri- tory";
"cité".	j) "cité" signifie la cité de Saint-Hyacinthe.	j. "city" means the city of St. Hyacinthe.	"city".
Taxe de vente.	2. La cité est autorisée à imposer par résolution et prélever, à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi inclusive, en sus de toute autre taxe, une taxe spéciale dite "taxe de vente" n'excédant pas deux pour cent du prix de vente ou d'achat, en détail, sauf les exceptions ci-après énumérées, de tout bien meuble, effet mobilier, toute marchandise et tout article de commerce quelconque, y compris le gaz et l'électricité utilisée pour l'éclairage, la force motrice ou la chaleur, et le service de téléphone vendus dans les limites du territoire.	2. The city is authorized to impose by resolution and levy, from the coming into force of this act, inclusive, in addition to any other tax, a special tax called "sales tax" not exceeding two per cent of the retail sale or purchase price, subject to the exemptions hereinafter enumerated, of any moveables, moveable effects, merchandise and any article of trade whatsoever, including gas and electricity used for lighting, power or heating and telephone service, sold within the limits of the territory.	Sales tax.
Achat hors du territoire.	Toute personne résidant ordinairement dans le territoire ou y faisant affaires qui, elle-même ou par l'intermédiaire de toute autre, y apporte ou fait en sorte qu'il y soit apporté ou qu'il lui soit livré quelque bien mobilier, pour consommation ou usage dans le territoire, doit immédiatement en faire rapport au trésorier de la cité, en lui transmettant ou produisant la facture, s'il y en a, avec tout renseignement que celui-ci pourra exiger, et, en outre, doit payer à la cité, sur le prix d'achat, la même taxe sur la consommation ou l'usage de ce bien qui eût été payé, si ce bien avait été acheté au même prix à une vente en détail dans ledit territoire.	Every person ordinarily residing within the territory or carrying on business therein who, himself or through the instrumentality of any other person, brings or causes to be brought or delivered there any moveable property, for consumption or use in the territory, shall immediately report the matter to the city treasurer by transmitting or producing to him the invoice, if any, with any information which the treasurer may require and shall moreover pay to the city, on the purchase price, the same tax on the consumption or use of such property as would have been paid if the property had been purchased at the same price at a retail sale in the said territory.	Purchase outside territory.
Idem.	Tout acheteur ou usager qui, après l'entrée en vigueur de la présente loi, prend livraison d'un bien mobilier acquis par lui pour consommation ou usage dans ledit territoire doit, à l'époque où il prend livraison, payer au trésorier de la cité une taxe égale à deux pour cent du prix de détail de ce bien. Cependant, ladite taxe ne sera pas prélevée dans le cas où une taxe semblable est également imposée dans la province de Québec sur cette vente, au bénéfice d'une autre municipalité dans laquelle ladite vente a eu lieu.	Every purchaser or user who, after the coming into force of this act, takes delivery of any moveable property acquired by him for consumption or use in the said territory shall, at the time of taking delivery, pay to the city treasurer a tax equal to two per cent of the retail price of such property. However, the said tax shall not be levied when a similar tax is also imposed in the Province of Quebec on sale, for the benefit of another municipality in which such sale took place.	Idem.

Double  
imposi-  
tion pro-  
hibée.

Il ne pourra y avoir double imposition de la taxe de vente et de la taxe d'usage ou de consommation contre la même personne relativement au même achat, usage ou consommation.

Excep-  
tions.

3. La présente taxe ne s'applique pas:

a) aux obligations et actions de corporation;

b) à tous autres titres, valeurs mobilières ou monnaies;

c) à toutes transactions faites par l'entremise de "Canadian Commodity Exchange Inc.";

d) aux créances, droits d'actions, droits incorporels, annuités, primes d'assurances;

e) à la bière et au tabac;

f) à la gazoline et au kérosène (huile de charbon);

g) aux denrées alimentaires, à l'exclusion des friandises et des pâtisseries;

h) aux provisions ou marchandises vendues par un cultivateur, un horticulteur, un pépiniériste, un aviculteur ou un apiculteur, et provenant de son exploitation;

i) aux outils, instruments aratoires, outillages de ferme, tracteurs, véhicules à traction animale, et à leurs pièces de rechange, acquis par un agriculteur de bonne foi pour les besoins de sa ferme, ni aux chevaux, harnais, bestiaux, fils métalliques ou treillis pour clôtures, également achetés par un agriculteur de bonne foi pour les besoins de sa ferme;

j) aux bateaux, filets de pêche et autres agrès de pêche achetés par un pêcheur de bonne foi pour l'exercice de son métier;

k) à l'eau naturelle, distillée ou ozonisée;

l) aux médicaments livrés sur prescription de médecin, aux membres artificiels et aux appareils d'orthopédie;

m) aux prix des places en tramways, autobus, bateaux, chemins de fer ou autres moyens de transport terrestre, naval ou aérien, ni aux taux de péage;

n) aux prix d'admission à un lieu d'amusement, défini par la Loi des droits sur les divertissements (Statuts refondus, 1941, chapitre 85) et amendements;

o) aux ventes au gouvernement fédéral ou au gouvernement provincial;

There shall be no double imposition of the sales, use or consumption tax against the same person in relation with the same purchase, use or consumption.

No double  
imposi-  
tion.

3. This tax shall not apply to the following:

Excep-  
tions.

a. Bonds and shares of a corporation;

b. All other intangible property, all securities, all moneys;

c. All transactions made through the Canadian Commodity Exchange Inc.;

d. All debts, rights of action, incorporeal rights, annuities, insurance premiums;

e. Beer and tobacco;

f. Gasoline and kerosene (coal oil);

g. Foodstuffs, not including candies and confectioneries;

h. Provisions or merchandise sold by a farmer, horticulturist, nurseryman, aviculturist or apiculturist and produced through the pursuit of his undertaking;

i. Tools, farm implements, farm machinery, tractors, animal-drawn vehicles, and parts for the same, acquired by a *bona fide* farmer to be used for the needs of his farm; horses, harness for horses, livestock, metal wire or netting for fences, also purchased by a *bona fide* farmer to be used for the needs of his farm;

j. Boats, fishing nets and any other fishing apparatus purchased by a *bona fide* fisherman to be used in his trade;

k. Natural water, distilled water and ozonized water;

l. Medicaments on doctors' prescriptions, artificial limbs and orthopaedic appliances;

m. Fares on tramways, autobuses, boats, railroads or other transportation systems by land, water or air and toll fares;

n. Prices of admission to places of amusement, as defined by the Amusement Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 85);

o. Sales to the Federal Government or to the Provincial Government;

p) aux ventes faites à la fabrique ou aux syndics d'une paroisse; ou à une société ou compagnie de cimetière, à un hôpital, pour les fins de leur œuvre, ni aux ventes faites par eux;

q) aux ventes faites par autorité de justice;

r) aux ventes faites par toute personne exploitant un commerce dans le territoire lorsque la marchandise ainsi vendue est expédiée en dehors du territoire, pour consommation ou usage en dehors du territoire;

s) aux repas;

t) aux périodiques et livres imprimés; aux fournitures de classe, sans y comprendre les crayons automatiques et plumes réservoir;

u) aux messages télégraphiques;

v) aux grains et moutures, graines de semence, fertilisants, insecticides et fongicides, aux savons et autres produits servant au nettoyage, ni aux tuyaux de drainage pour fins agricoles;

w) au charbon, au bois de chauffage, à la glace et à l'huile à chauffage;

x) aux vêtements d'enfants et chaussures d'enfants;

y) aux ventes pour un prix de dix cents ou moins.

Ventes avant adoption de règlement.

La taxe n'est pas exigible lorsque la vente a été faite de bonne foi avant l'entrée en vigueur du règlement prévu au paragraphe 2 du présent article. La taxe n'est pas exigible lorsqu'il s'agit d'achats faits pour exécuter un contrat d'entreprise à forfait passé avant l'entrée en vigueur dudit règlement, et si elle a été payée, la cité est autorisée à faire remise.

Exception.

Cependant, toute marchandise livrée après l'entrée en vigueur dudit règlement, en raison d'un contrat à forfait ou d'un contrat de livraison passé avant telle entrée en vigueur, est assujettie à la taxe.

Ventes annulées.

Quant une vente est annulée, la taxe n'est prélevée que sur la partie du prix gardée par le vendeur. Il en est de même lorsque la chose vendue est retournée ou refusée.

Échange.

Lorsqu'une personne donne en échange pour partie du prix d'une marchandise

p. Sales made to a *fabrique* or the trustees of a parish or to a cemetery society or company or to a hospital, for the purposes of their work, and sales made by them;

q. Sales by judicial authority;

r. Sales made by any person carrying on business in the territory, when the merchandise thus sold is shipped outside the territory, for consumption or use outside the territory;

s. Meals;

t. Printed books and periodicals; classroom supplies, not including automatic pencils or fountain-pens;

u. Telegraph messages;

v. Grain and mill feeds, seeds, fertilizers, insecticides and fungicides, soaps and other products used for cleaning; drain tiles for agricultural purposes;

w. Coal, firewood, ice and fuel oil;

x. Children's clothing and children's footwear;

y. Sales for a price of ten cents or less.

The tax is not exigible when the sale has been effected in good faith before the coming into force of the by-law provided for in section 2 of this section. The tax is not exigible in the case of purchase made to carry out a contract for an undertaking by the job entered into before the coming into force of this by-law, and, if paid, the city is authorized to remit the same.

Sales before adoption of by-law.

Nevertheless, any goods delivered, after the coming into force of this by-law, under a contract by the job or under a contract for delivery entered into before such coming into force, shall be subject to the tax.

Exception.

When a sale is annulled, the tax is levied only on that part of the price retained by the vendor. The case is the same when the thing sold is returned or refused.

Sales annulled.

When a person gives in exchange, for part of the price of merchandise purchased

Exchange.

qu'elle achète, une autre marchandise de même espèce, la taxe n'est payable que sur la balance du prix d'achat.

Percep-  
tion.

4. La taxe doit être payée par l'acheteur lors de la vente, que le prix soit stipulé payable comptant, à terme ou par versements, et doit être perçue par le vendeur qui est constitué par le présent article l'agent de la cité de Saint-Hyacinthe pour la percevoir. Cet agent doit tenir un compte de la taxe de vente perçue et à percevoir et faire remise de la taxe perçue à la cité, le tout suivant les dispositions du règlement que la cité adoptera en vertu du présent article.

Recours  
du ven-  
deur.

Pour percevoir cette taxe, le vendeur a contre son acheteur le même recours que pour son prix de vente.

Vendeur  
hors du  
territoire.

5. Le vendeur, qui a sa place d'affaires ou son établissement de commerce en dehors du territoire n'est pas tenu de percevoir la taxe même si la vente est faite à un acheteur ayant son domicile, sa résidence ou sa place d'affaires dans le territoire.

Paiement  
direct.

Dans tous les cas où la taxe est payable et que le vendeur n'est pas obligé de la percevoir, cette taxe doit être payée par l'acheteur à la cité.

Conven-  
tions  
entre  
muni-  
cipalités.

Cependant, si le vendeur a son établissement ou place d'affaires dans une ville ou municipalité qui perçoit déjà une taxe sur les ventes en détail, la cité pourra conclure une entente avec telle ville ou municipalité aux fins de l'autoriser à percevoir la taxe qui serait autrement payable par l'acheteur à la cité comme si la vente eût été faite dans les limites mentionnées dans le présent article.

Vente de  
plusieurs  
objets.

6. Si une vente comprend plusieurs articles ou objets, la taxe est calculée sur le total du prix des articles ou objets compris dans ladite vente et non sur le prix de chaque article ou objet séparément.

Compu-  
tation.

Dans la computation de la taxe, toute fraction d'un centin est comptée pour un centin entier que l'acheteur doit payer.

Privilège.

7. Toute personne chargée de percevoir la taxe devient débitrice envers la cité du montant de la taxe qu'elle a perçue. La créance de la cité contre telle personne constitue une créance privilégiée sur les biens meubles et effets mobiliers de cette personne et prend le même rang que toute

by him, other merchandise of the same kind, the tax shall be payable only on the balance of the purchase price.

4. The tax shall be paid by the purchaser at the time of the sale, whether the price is stipulated payable cash, on terms or by instalments, and shall be collected by the vendor who is constituted by this section the agent of the city of St. Hyacinthe for the collection of the same. This agent shall keep an account of the tax collected and to be collected and shall remit the tax collected to the city, according to the provisions of the by-law, which the city shall adopt in virtue of this section.

Collection.

For the collection of this tax, the vendor has the same recourse against the purchaser as for his sale price.

Vendor's  
recourse.

5. A vendor having his place of business or commercial establishment outside of the territory shall not be bound to collect the tax even if the sale be made to a purchaser having his domicile, ordinary residence or place of business in the territory.

Vendor  
outside  
territory.

In all cases in which the tax is payable and the vendor is not obliged to collect it, such tax must be paid by the purchaser to the city of St. Hyacinthe.

Direct  
payment.

If, however, the vendor has his establishment or place of business in a town or municipality which already collects a tax on retail sales, the city may arrange with such town or municipality to be authorized to collect the tax which, otherwise, would be payable by the purchaser to the city, as if the sale had been made within the limits mentioned in this section.

Inter-  
municipal  
agree-  
ments.

6. If a sale includes several articles or objects, the tax is computed on the total of the price of the articles or objects included in the said sale and not on the price of each article or object separately.

Several  
articles  
sold.

In the computation of the tax, any fraction of a cent is counted as a whole cent, which the purchaser shall pay.

Compu-  
tation.

7. Any person entrusted with the collection of the tax shall become a debtor of the city for the amount of the tax collected. The claim of the city against such person shall constitute a privileged claim on the moveables and moveable effects of such person and shall have the

Privileg.



autre taxe personnelle ou mobilière imposée par la cité.

Paiement  
oblige-  
toire.

8. Il est défendu à toute personne d'acheter au détail, dans les cas prévus au présent article, sans payer au vendeur, lors de l'achat, la taxe imposée, et il est défendu au vendeur de faire remise directement ou indirectement de la taxe à l'acheteur.

Idem.

Il est défendu à tout vendeur d'annoncer ou de faire savoir au public d'une façon quelconque, directement ou indirectement, que la taxe, dont l'imposition est autorisée par le présent article, ne sera pas payable ou payée par l'acheteur.

Règle-  
ments de  
percep-  
tion, etc.

9. La cité peut, en tout temps, adopter les règlements et autres mesures qu'elle jugera nécessaires ou utiles pour assurer la perception de la taxe qu'elle imposera, et sans restreindre la portée de la disposition qui précède, pour définir ce qui constitue, pour les fins du présent article et de l'imposition de la taxe, une vente ou un achat en détail; pour déterminer sur quel montant doit être comptée la taxe lorsque le prix payable par l'acheteur comprend en même temps le prix ou la valeur du travail fourni par le vendeur ou de l'usage d'un objet fourni par ce dernier; pour obliger tout vendeur à ajouter sur ses factures le montant de la taxe payable ou payée par l'acheteur; pour obliger toute personne chargée de percevoir la taxe à tenir, de la manière indiquée par la cité et jour par jour, un compte séparé de la taxe perçue et à percevoir, à lui faire remise de la taxe perçue aux dates et de la manière qu'elle déterminera, à laisser visiter son ou ses établissements, à laisser examiner ses livres ou autres documents par son secrétaire-trésorier ou par toute personne la représentant, pour vérifier si les prescriptions du présent article et des règlements adoptés par elle sont observés et pour établir le montant de la taxe perçue et à percevoir; et pour obliger toute personne ainsi que ses officiers et employés à fournir au secrétaire-trésorier de la cité ou à ses représentants tous renseignements qu'ils pourront exiger.

Adoption  
et effet du  
règle-  
ment.

Tout règlement autorisé par le présent article pourra être adopté par la cité sans

same rank as any other personal or moveable tax imposed by the city.

8. It shall be unlawful for any person to make retail purchases, in the cases provided in this section, without paying to the vendor, at the time of purchase, the tax imposed, and it shall be unlawful for the vendor to remit the tax to the purchaser, either directly or indirectly.

Obliga-  
tory pay-  
ment.

It shall be unlawful, for any vendor to advertise or let it be known to the public in any manner whatsoever, directly or indirectly, that the tax, the imposition whereof is authorized by this section, shall not be payable or paid by the purchaser.

Idem.

9. The city of St. Hyacinthe may at any time adopt the by-laws and other measures which it may deem necessary or useful to assure the collection of the tax which it shall impose and without limiting the scope of the foregoing provision, to define what constitutes, for the purposes of this section and for the imposition of the tax, a retail sale or purchase; to determine upon what amount the tax shall be computed when the price payable by the purchaser includes at the same time the price or the value of the work furnished by the vendor or of the use of an article furnished by the latter; to oblige every vendor to add to his invoices the amount of the tax payable or paid by the purchaser; to oblige any person entrusted with the collection of the tax to keep, in the manner indicated by the city and day by day, a separate account of the tax collected and to be collected, to remit to the city the tax collected, on the dates and in the manner determined by the said city, to allow his establishment or establishments to be visited, to allow his books and other documents to be examined by its secretary-treasurer or by any person representing him, in order to verify if the provisions of this section and of the by-laws adopted by the city are complied with and to establish the amount of the tax collected and to be collected; and to oblige every person as well as his officers and employees to furnish to the secretary-treasurer of the city or his representatives any information they may require.

By-laws  
for col-  
lecting,  
etc.

Any by-law authorized by this section may be adopted by the city without it

Adoption  
and effect  
of by-law.

qu'il soit nécessaire d'en donner préalablement avis et dès qu'il sera adopté, tel règlement, après avoir été publié dans deux numéros consécutifs d'un journal de langue française et d'un journal de langue anglaise publiés dans la cité, aura dans le territoire effet et force obligatoire.

Serment.

10. Toute personne, tenue de fournir à la cité un rapport sous serment, pourra prêter ce serment devant un notaire public ou un commissaire de la Cour supérieure pour le district de Saint-Hyacinthe, devant le trésorier de la cité ou son assistant, devant le greffier de la cité, lesquels sont autorisés, par le présent paragraphe, à recevoir tel serment.

Montant dû à la cité.

11. Si le vendeur ne fait pas le rapport exigé, le secrétaire-trésorier de la cité établit, au meilleur de sa connaissance, le montant de la taxe perçue et à percevoir ou à payer, lequel montant ainsi établi est alors considéré être le montant véritable dû à la cité. La preuve que le montant ainsi établi n'est pas exact est à la charge du débiteur.

Peines pour infractions.

12. Toute personne qui, étant l'agent de la cité pour les fins du présent article, refuse ou néglige de percevoir la taxe imposée ou d'en tenir compte, commet une infraction au présent article et est passible, pour chaque infraction, en sus du paiement des frais, d'une amende d'au moins cinq dollars mais n'excédant pas mille dollars, et à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois.

Idem.

Toute personne qui fait un achat tel que prévu au présent article sans payer la taxe imposée, commet une infraction et est passible pour chaque infraction, en sus du paiement de la taxe et des frais, d'une amende n'excédant pas cent dollars, et à défaut de paiement de la taxe imposée, de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas un mois.

Idem.

Toute personne qui, étant l'agent de la cité pour les fins du présent article, annonce ou fait savoir au public d'une façon quelconque, directement ou indirectement, que la taxe imposée ne sera pas payée par l'acheteur, commet une infraction au pré-

being necessary to give prior notice thereof and, as soon as it shall have been adopted, such by-law, after having been published in two consecutive days in a French newspaper and in an English newspaper published in the city, shall have, in the territory, the same effect and same force.

10. Every person required to furnish to the city a report under oath may take such oath before a notary or a commissioner of the Superior Court for the district of St. Hyacinthe, before the treasurer of the city or his assistant or before the clerk of the city, who are hereby authorized to receive such oath.

Oath.

11. If the vendor has not made the required report, the secretary-treasurer of the city shall establish, to the best of his knowledge, the amount of the taxes collected and to be collected or to be paid which amount as established shall be then considered as the real amount due to the city. The evidence of the inexactitude of the amount as established shall rest with the debtor.

Amount due city.

12. Every person who, being the agent of the city for the purposes of this section, refuses or neglects to collect the tax imposed or to keep an account thereof, infringes the present section and shall be liable, for each infringement, in addition to the payment of the costs, to a fine of at least five dollars and of not more than one thousand dollars, and, in default of payment of the fine and costs, to an imprisonment not exceeding three months.

Offence and penalty.

Every person making a purchase as provided for in this section without paying the tax imposed commits an infringement and shall be liable for each infringement, in addition to the payment of the tax imposed and of the costs, to a fine not exceeding one hundred dollars, and, in default of payment of the tax imposed, fine and costs, to an imprisonment not exceeding one month.

Idem.

Every person who, being the agent of the city for the purposes of this section, advertises or lets it be known to the public in any manner whatsoever, directly or indirectly, that the tax imposed shall not be paid by the purchaser, infringes the pre-

Idem.

sent article et est passible, pour chaque infraction, d'une amende d'au moins dix dollars et d'au plus cent dollars en sus des frais, et, à défaut de paiement de ladite amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas un mois.

Permis  
pour in-  
fractions.

Toute personne qui, étant l'agent de la cité pour les fins du présent article, fait remise à l'acheteur de la taxe que ce dernier doit payer, commet une infraction au présent article et est passible, pour chaque infraction, en sus du paiement des frais, d'une amende d'au moins dix dollars, et d'au plus cinq cents dollars, et à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas un mois.

Idem.

Toute personne qui, étant l'agent de la cité pour les fins du présent article, refuse ou néglige de remettre à la cité, la taxe qu'elle a perçue, commet une infraction au présent article et est passible, pour chaque infraction, en sus du paiement de la taxe perçue et des frais, d'une amende d'au moins dix dollars et d'au plus mille dollars et à défaut de paiement de l'amende et des frais et de la taxe perçue, d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois.

Récidive.

Dans le cas de récidive pour chacune des infractions définies au présent paragraphe 12, le maximum de l'amende et de l'emprisonnement sera du double de celui prévu précédemment.

Amende.

13. La cité peut, par tout règlement passé en vertu du présent article, imposer pour toute autre infraction que celles définies au paragraphe 12 ci-dessus, par toute personne à tel règlement une amende de pas plus de cinquante dollars pour chaque infraction.

Obliga-  
tion du  
contre-  
venant.

14. Le paiement des amendes et pénalités, imposées par le présent article et par tout règlement adopté par la cité ne libérera pas le contrevenant de l'accomplissement des obligations et devoirs qui lui sont imposés par le présent article et par les règlements.

Infraction  
par com-  
pagnie.

15. Lorsqu'une infraction à l'un des règlements de la cité est commise par une compagnie ou une corporation, l'amende que la cité peut imposer pourra être pour un montant double de celui qu'elle peut imposer à une autre personne.

sent section and shall be liable, for each infringement, to a fine of at least ten dollars and of not more than one hundred dollars in addition to the costs, and, in default of payment of the fine and costs, to an imprisonment not exceeding one month.

Every person who, being the agent of the city for the purposes of this section, remits to the purchaser the tax which the latter is to pay, infringes the present section and shall be liable for each infringement, in addition to the costs to a fine of at least ten dollars and of not more than five hundred dollars, and in default of payment of the fine and costs, to an imprisonment not exceeding one month.

Offence  
and  
penalty

Every person who, being the agent of the city for the purposes of this section, refuses or neglects to remit to the city the tax which he has collected, infringes the present section and shall be liable, for each infringement, in addition to the payment of the tax collected and of the costs, to a fine of at least ten dollars and of not more than one thousand dollars, and, in default of payment of the fine and costs and to the tax collected, to an imprisonment not exceeding three months.

Idem.

In the event of a repetition of any of the infringements defined in this subsection 12, the maximum fine and imprisonment shall be double that above provided.

Subse-  
quent  
offence.

13. The city may, by any by-law passed under this section, impose for any infringement, other than those defined in the preceding subsection 12, of such by-law by any person, a fine of not more than fifty dollars for each infringement.

Fine.

14. The payment of the fines and penalties imposed by this section and by any by-law adopted by the city shall not exempt the offender from the carrying out of the obligations and duties imposed upon him by this section and by the said by-laws.

Offender's  
obliga-  
tion.

15. When an infringement of one of the city's by-law is committed by a company or a corporation, the fine, which the city may impose may be for double the amount of that which may be imposed on another person.

Offence  
by com-  
pany.



- Récidive.** 16. Dans le cas de récidive, la cité peut également imposer, pour chaque infraction à ses règlements, des amendes et pénalités plus fortes, pourvu que le montant de l'amende n'excède pas, dans chaque cas, cent dollars, et que le terme d'emprisonnement n'excède pas trois mois.
- Délai.** 17. Il sera loisible à la cour d'accorder au contrevenant un délai n'excédant pas quinze jours pour acquitter le montant de l'amende infligée et des frais.
- Jurisdiction.** 18. La Cour municipale de la cité de Saint-Hyacinthe a juridiction pour entendre et juger toute action intentée par la cité, soit en vertu du présent article, soit en vertu de tout règlement que cet article autorise pour le recouvrement de ladite taxe, soit du vendeur pour ce qu'il a perçu, soit de l'acheteur, et des amendes imposées par tout tel règlement et par le présent article quel que soit le montant de cette taxe et de ces amendes et quel que soit le lieu du domicile, de la résidence, ou de la place d'affaires du défendeur.
- Idem.** La cité peut également intenter toute telle action devant la Cour de magistrat du district de Saint-Hyacinthe, quel que soit le lieu du domicile, de la résidence ou de la place d'affaires du défendeur. Telle action sera réputée matière sommaire et les articles 1151 à 1163, sauf le premier alinéa de l'article 1153 du Code de procédure civile, s'appliqueront. Telle action sera aussi entendue par préséance.
- Autre procédure.** Sans préjudice des modes qui précèdent, la cité peut également recouvrer ladite taxe soit du vendeur pour ce qu'il a perçu, soit de l'acheteur, en adoptant le mode prévu dans sa charte pour la perception des taxes qui lui sont dues et avec les mêmes privilèges.
- Responsabilité pour employé.** 19. La vente faite par l'un des employés ou représentants du vendeur est censée faite par le vendeur lui-même. De même l'achat fait par l'un des employés ou représentant de l'acheteur est censé fait par l'acheteur lui-même. Dans ces cas, tous les recours, que la cité peut exercer en vertu du présent article ou des règlements que la cité de Saint-Hyacinthe pourra adopter, pourront l'être contre le vendeur
16. In the case of a subsequent offence, the city may also impose, for each infringement of its by-laws, heavier fines and penalties, provided the amount of the fine do not exceed in each case one hundred dollars and the term of imprisonment do not exceed three months.
17. It shall be lawful for the court to grant to the offender a delay not exceeding fifteen days to pay the amount of the fine imposed and the costs.
18. The Municipal Court of the city of St. Hyacinthe has jurisdiction to hear and adjudicate upon any action taken by the city, either in virtue of this section, or in virtue of any by-law authorized by this section, for the recovery of the said tax either from the vendor for what he has collected, or from the purchaser; and the fines imposed by any such by-law and by this section, whatever be the amount of such tax and of such fines and whatever be the place of the domicile, residence or place of business of the defendant.
- The city may also bring any such action before the Magistrate's Court of the district of St. Hyacinthe, whatever may be the place of domicile or of residence or the place of business of the defendant. Such action shall be considered as a summary action and articles 1151 to 1163, with the exception of the first paragraph of article 1153, of the Code of Civil Procedure, shall apply. Such action shall also be heard by precedence.
- Without prejudice to the preceding modes of procedure, the city may also recover the said tax, either from the vendor with respect to the amount collected by him or from the purchaser, by adopting the mode indicated in its charter for the collection of taxes owing to it and with the same privileges.
19. The sale made by one of the employees or representatives of the vendor shall be deemed as having been made by the vendor himself. In the same manner the purchase made by one of the employees or representatives of the purchaser shall be deemed to have been made by the purchaser himself. In such cases, all recourses which the city of St. Hyacinthe may exercise under this section or the



ou l'acheteur personnellement selon le cas.

Prescription.

20. Le délai de prescription pour toute taxe recouvrable en vertu du présent article est de trois ans. Pour les amendes et pénalités pour infraction au présent article ou aux règlements adoptés par la cité en vertu du présent article, il sera d'un an à compter du jour où l'infraction a été commise.

Indemnité au vendeur.

21. La cité peut indemniser le vendeur jusqu'à concurrence de cinq pour cent du montant de la taxe qu'il perçoit pour le surcroît de travail que la perception et la remise de cette taxe lui occasionnent.

Recours de la cité.

22. Si la perception de cette taxe est faite par le ministre des finances de la province en vertu d'une ou de plusieurs conventions intervenues entre le ministre des finances de la province et la cité, cette dernière conserve contre l'acheteur qui a refusé ou négligé de payer la taxe son recours en recouvrement de cette taxe, et cette créance est privilégiée sur les biens et effets mobiliers de l'acheteur et prend le même rang que toute autre taxe personnelle ou mobilière imposée par la cité."

S.R.,  
c. 233,  
a. 593,  
rempl.  
pour la  
cité.

7. L'article 593 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

Approba-  
tion des  
règle-  
ments.

"593. Tout règlement qui décrète un emprunt sera soumis à l'approbation des électeurs propriétaires en suivant les formalités ci-après énumérées. Immédiatement après l'adoption de ce règlement par le conseil, une assemblée publique des électeurs propriétaires, qui, en vertu de la loi, ont droit de vote sur ce règlement, sera convoquée par avis public, signé par le greffier, avec un délai de huit jours francs, au lieu, au jour et à l'heure fixés par le conseil. Cette assemblée sera présidée par le maire ou le maire suppléant, ou, en leur absence, par l'un des échevins. Le greffier de la ville agira comme secrétaire, lira et soumettra le règlement à l'assemblée.

by-laws which the city may adopt, may be exercised against the vendor or the purchaser personally, as the case may be.

20. The term for the prescription of any tax recoverable under this section shall be of three years. For the fines and penalties imposed for the infringement of this section or of the by-laws adopted by the city in virtue of this section, such term shall be of one year from the date when the infringement was committed.

21. The city may compensate the vendor, to the extent of five per cent of the amount collected by him, for the additional work which the collection and the remittance of this tax may cause him.

22. If the collection of this tax is made by the Minister of Finance of the Province under one or more agreements entered into between the Minister of Finance of the Province and the city, the latter retains against the purchaser who has refused or neglected to pay the tax its recourse for the recovery of such tax and such claim shall be privileged on the moveables and moveable effects of the purchaser and shall have the same rank as any other personal or moveable tax imposed by the city."

Prescription.

Compensation to vendor.

Recourse of city.

7. Section 593 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

"593. Every by-law ordering a loan shall be submitted for the approval of the electors who are property-owners in compliance with the formalities herein-after enumerated. Immediately after the passing of such by-law by the council, a public meeting of the electors who are property-owners and who are entitled by law to vote on such by-law, shall be called by public notice signed by the clerk, with a delay of eight clear days, at the place, on the day and at the time fixed by the council. Such meeting shall be presided over by the mayor or acting-mayor, or in their absence, by one of the aldermen. The town clerk shall act as secretary and shall read and submit the by-law to the meeting.

R.S.,  
c. 233,  
s. 593,  
replaced  
for city.

Approved  
of by-  
laws.

Votation.	Dix électeurs présents et habiles à voter sur ce règlement pourront, mais seulement pendant l'heure qui suivra l'ouverture de l'assemblée, demander la votation.	Ten electors present and qualified to vote on such by-law may demand a poll but only during the hour following the opening of the meeting.	Voting.
Date.	Sur cette demande, le greffier devra fixer le jour de la votation, à une date qui ne devra pas être plus éloignée que le trentième jour après cette assemblée.	Upon such demand, the clerk shall fix the polling-day for a date which must not be later than the thirtieth day after such meeting.	Date.
Adoption à l'unanimité.	Dans le cas où dix électeurs propriétaires ne demanderaient pas la votation dans le délai fixé, le règlement sera censé être adopté à l'unanimité par les contribuables intéressés.	If ten electors who are property-owners do not demand a poll within the delay fixed, the by-law shall be deemed to be unanimously adopted by the rate-payers concerned.	Unanimous adoption.
Approbation.	Tout règlement ainsi soumis à l'approbation des électeurs propriétaires restera sujet à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, qui pourra n'approuver un tel règlement que pour partie."	Every by-law so submitted for approval by the electors who are property-owners shall remain subject to approval of the Lieutenant-Governor in Council who may approve such by-law in part only."	Approval.
Entrée en vigueur.	<b>8.</b> La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.	<b>8.</b> This act shall come into force on the day of its sanction.	Coming into force.